

Loren Goldner : Sur le capital fictif (2003)

Dans le livre III du *Capital* de Marx, peu de concepts sont aussi pertinents pour le monde actuel que celui du «capital fictif». 1 500 milliards de dollars s'échangent quotidiennement sur les marchés boursiers, dont une toute petite partie est de l'investissement direct ou du commerce; il est de moins en moins possible de se diriger dans le labyrinthe des nouvelles formules financières (sociétés d'investissement, produits dérivés) sans l'aide des mathématiques supérieures; la part de l'intérêt brut global et de la rente foncière (le célèbre facteur FIRE: finance, assurance et immobilier) s'approprie chaque année une part de plus en plus importante du profit total, éclipsant les profits réalisés dans l'industrie manufacturière.

On pourrait éviter beaucoup de confusion dans la réapparition actuelle de la critique marxienne de l'économie politique si les marxistes accordaient plus d'attention au fait que les livres I et II du *Capital* forment un «système clos» où ne figurent que des capitalistes et des prolétaires; le «capital» apparaît aux capitalistes sous la forme de titres papier permettant d'accumuler des richesses (actions, obligations, titres de propriété foncière) et qui ne sont traités que dans le livre III.

La confusion s'aggrave encore lorsqu'il s'agit d'établir correctement les liens entre ce «système clos» et les couches non capitalistes (par exemple les petits producteurs du tiers-monde) et les «intrants libres» du monde naturel.

Enfin, la plupart des lecteurs ne prennent pas en considération le fait que Marx n'a jamais résolu le problème principal de l'accumulation (les systèmes de reproduction élargie à la fin du livre II du *Capital*), une problématique qu'ont surtout reprise Rosa Luxemburg et ceux qui l'ont suivie dans sa tentative de trouver une solution (quels qu'en soient les défauts systématiques), en particulier parce que Rosa tenait à faire de la permanence de «l'accumulation primitive» une composante du capitalisme.

Ce bref article tentera de définir le capital fictif de façon plus pointue. Le capital ne fait pas que passer par le processus de valorisation décrit dans les livres (incomplets) du *Capital*; il ne dépend pas simplement de la plus value dégagée lors du «processus de production immédiat»; il soutient aussi les titres papier d'accession à la richesse sous forme de profit, d'intérêt et de rente foncière avec les intrants non rémunérés de l'accumulation primitive, c'est-à-dire en pillant, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du «système clos». Le capital pille les petits producteurs du tiers-monde en les incorporant au prolétariat, dans la «périphérie» et au «centre», en tant que force de travail dont la reproduction antérieure n'est pas payée par le Capital. Le Capital pille la nature en ne renouvelant pas ses ressources, et en ne régénérant pas les environnements épuisés par la production, ce que le Capital ne considère pas comme des coûts. Il arrive que le Capital pille la force de travail salariée à l'intérieur du «système clos» en repoussant le salaire global de cette force de travail en dessous des coûts de reproduction.

Parfois aussi, le capital pille ses propres infrastructures et usines fixes en les utilisant jusqu'à ce qu'elles rendent l'âme, bien après le délai d'amortissement normal, ou par d'autres machinations (Enron, World.com, Tyco). Toutes ces formes de pillage augmentent le total d'excédent supplémentaire disponible pour consolider les titres papier d'accession à la richesse des capitalistes au-dessus et au-delà de la plus value produite dans le système clos par l'échange d'équivalents (hypothèse des livres I et II du *Capital*). Les titres de profit, d'intérêts ou de rente foncière peuvent poursuivre leur processus de valorisation (A-M-A') aussi longtemps qu'on produit suffisamment de plus value à l'intérieur du système clos, et qu'à l'extérieur, on pille suffisamment d'excédent supplémentaire pour les soutenir. Le Capital dans son ensemble peut se développer pendant un certain temps alors que la reproduction sociale se contracte, de la même façon qu'un organisme vivant peut continuer à vivre un certain temps alors qu'un cancer le ronge. Quand la somme globale de plus value et d'excédent supplémentaire dû au pillage disponible à une échelle mondiale ne peut plus nourrir convenablement le profit global, l'intérêt et la rente foncière font valoir leurs droits et un effondrement déflationniste se produit, identique à celui auquel nous assistons peut-être aujourd'hui (2003).

Certains affirment que je «saute à pieds joints par-dessus» la première partie du livre III du *Capital* consacré à la fixation du taux de profit. Dans un certain sens, ils ont raison parce que je ne crois pas que le taux de profit dérivé du «processus de production immédiat», pris isolément, soit le problème central.

Le problème du capitalisme n'est pas la baisse du taux de profit en elle-même, mais la valorisation des titres de profit, d'intérêt et de rente foncière dans tout l'excédent disponible à l'intérieur comme à l'extérieur du système pur. A mon tour, je peux dire que ces critiques «sautent à pieds joints par-dessus» la question du taux de reproduction sociale, parce qu'ils ne prennent en considération aucun des facteurs

énumérés ci-dessus et pensent que la reproduction sociale va de soi.

Comme les capitalistes, ils appellent profit ce qui pourrait en fait n'être que le résultat de salaires non reproductifs, de l'érosion non reproductive des usines et des infrastructures, du pillage de la nature, et de l'exploitation de la force de travail recrutée parmi les petits producteurs. Ils accepteraient comme «profit» les profits émanant de l'extraction à ciel ouvert hautement mécanisée (et vraiment rentable localement), sans prendre en compte les coûts «collatéraux» provoqués par les inondations endémiques, la pollution engendrée par la combustion du charbon et le réchauffement planétaire; ils ne prennent pas non plus en compte les coûts sociaux dus aux entraves imposées à des sources d'énergie potentiellement meilleures par les industriels du charbon (afin de prévenir la dévalorisation de leur capital fixe), coûts qui seraient «déduits» de ce genre de profit en tant que niveau du capital social global. Aucun de ces éléments n'apparaît dans les statistiques capitalistes sous forme de coûts de l'extraction à ciel ouvert, source de profit.

Le capital fictif est l'écart entre le prix global et la valeur globale à une échelle mondiale. A la lueur de ce qui précède, étudions cette notion de plus près. (L'économie bourgeoise – il n'y en a pas d'autre – reprend quelque peu cette idée dans le ratio Q de Tobin, qui est le rapport entre l'estimation globale de tous les actifs et le coût de leur remplacement en termes d'aujourd'hui). On ne peut comprendre l'accumulation capitaliste qu'en termes de totalités, comme par exemple la totalité d'un cycle d'affaires.

C'est au plus bas d'un krach déflationniste comme celui de 1929 (ou peut-être celui auquel nous assistons actuellement) que le prix et la valeur coïncident presque, une fois que tout ou la plupart du capital fictif est éliminé. La valeur globale, en termes de temps de travail socialement nécessaire, est le coût de la reproduction de la force de travail existante et du capital fixe à une échelle mondiale, à l'intérieur du «système clos» ne comprenant que des capitalistes et des travailleurs.

Aujourd'hui, la valeur globale est l'agent actif dans le mouvement de pression à la baisse sur les prix dans une faillite déflationniste éventuelle. Tout ce qui excède cette valeur est fictif. Bon nombre de marxistes contemporains voudront bien admettre que le capital fictif est important mais ils nieront qu'il a le moindre rapport avec le capital fixe surévalué dans le «système clos» des livres I et II du *Capital*.

A la lumière des nombreuses conceptions rivales sur le capital fictif dans la théorie bourgeoise (par exemple Hyman Minski, Doug Noland, Tobin et son ratio Q, Doug Henwood), je pense qu'il est impératif de lier le capital fictif à «l'auto-dévalorisation» générale du capital à l'intérieur du «système clos» et qu'il ne faut pas le considérer uniquement comme un phénomène du système de crédit.

Enfouie sous «tout le reste», la contradiction fondamentale du Capital réside dans son besoin de se mélanger au travail vivant pour se développer comme capital, et sa tendance simultanée à chasser la force de travail vivante du processus de production. Le Capital a besoin du coût de reproduction de la force de travail en tant qu'étalon universel d'échange et, en même temps, il détruit périodiquement cet étalon à cause du progrès technologique auquel le poussent les innovations nécessaires. A un certain point, l'obstacle à l'expansion du capital devient le capital lui-même. Avec le temps, le coût de reproduction de V par rapport à C s'amenuise trop pour servir d'étalon universel d'échange, le «numéraire», et la valeur devient un obstacle à l'accroissement de la reproduction sociale. Le capital fictif entre en scène quand on sort de ce système clos (mais très réel) qui ne contient que des capitalistes et des travailleurs pour examiner l'interaction entre le système clos et sa valorisation du capital global dans les titres de richesse capitalistes. Car, en dépit de la logique de la relation entre V et C dans le système pur, le véritable capital existant sous forme de titres papier de richesse n'est pas simplement, comme le mouvement A-M-A' du capital dans le modèle pur, une relation sociale de production; ces titres papier revendiquent la richesse future, d'où qu'elle vienne. De plus, contrairement au capital décrit dans le modèle pur des livres I et II du *Capital*, ces titres papier bien réels ne peuvent exister que dans un marché régulé par un Etat et sa Banque centrale (et cela aussi ne figure que dans le livre III), c'est-à-dire avec le soutien de la puissance armée de l'Etat et du pouvoir de l'Etat de décréter l'impôt.

Les actions, obligations et titres de revenus fonciers sont bien antérieurs à la complète domination du capitalisme en soi. Pendant la transition protocapitaliste en Europe entre le XV^e et le XIX^e siècle, la première phase d'accumulation primitive du capital issu de la féodalité, ces titres papier étaient par nature des autorisations de pillage soutenues par l'Etat, comme on le constate dans les chartes émises par les gouvernements mercantiles pour que les percepteurs collectent l'impôt de la paysannerie française, pour les trafiquants d'esclaves africains, pour les pillards espagnols du Nouveau Monde, ou pour les loups de mer anglais qui pillaient les pillards espagnols.

Les marxistes actuels oublient parfois que les actions, les obligations, les hypothèques, l'assurance, les instruments de la dette d'Etat et même la Banque centrale sont historiquement antérieurs à la domination

des relations de valeur dans le processus premier de production. Ce qui différencie le capitalisme du protocapitalisme mercantile est précisément la prépondérance du processus de production immédiat dans la production de richesse (en tant que plus value) pour valoriser les titres papier; mais, à cause de la réalité actuelle de l'accumulation primitive dans le capitalisme mondial, ces titres papier n'ont jamais perdu – loin de là – leur caractère originel d'autorisations étatiques pour piller la richesse à l'intérieur ou à l'extérieur du système pur.

Aujourd'hui, nous voyons ce pillage à l'œuvre:

- dans les milliers de milliards de dettes qui écrasent les économies du tiers-monde;
- dans les destructions massives de l'environnement;
- dans le réchauffement global causé par les émissions de combustible fossile, émissions technologiques et combustibles qu'une société saine aurait depuis longtemps rejetées et remplacées;
- dans le flot de migrants qui fuient les régions du monde ruinées par des décennies de paiement des intérêts de la dette;
- dans la prolifération de systèmes d'allocations chômage à l'américaine et dans la multiplication des travailleurs pauvres.

Dans tous ces cas de non-reproduction, c'est le capital fictif qui est à l'œuvre.

Examinons à présent l'histoire de ces autorisations à piller soutenues par la puissance armée de l'Etat telles qu'elles se sont développées pour atteindre leur forme contemporaine. La «guerre de trente ans» (1914-1945) fut essentiellement une guerre destinée à déplacer le centre de la finance mondiale de la Grande-Bretagne vers les Etats-Unis. Ce fut fait lors des accords de 1944-1947 qui créèrent le FMI et la Banque mondiale, suivis par le Plan Marshall.

Grâce au système de Bretton Woods (1944-1973), les Etats-Unis ont acquis une capacité sans précédent à pomper la richesse mondiale au moyen d'un dollar surévalué, à la suite des dévaluations forcées en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne après 1945. Toutes les marchandises en provenance d'Europe et du Japon (pour ne pas citer le tiers-monde) arrivant aux Etats-Unis contenaient un élément de «pillage» tel que nous l'avons décrit plus haut. Toutes les acquisitions américaines de capital fixe, de propriété foncière, etc., surtout en Europe, relevèrent de ce genre de pillage. Cette richesse passa dans les bilans, privés et publics, du capitalisme américain, tout à fait indépendamment des profits produits lors du processus de production immédiat aux Etats-Unis même, comme on pourrait le déduire des mécanismes décrits dans le livre III du *Capital*.

Alors que les Etats-Unis incarnaient de toute évidence l'économie capitaliste la plus avancée après 1945, on pouvait en fait y distinguer un courant souterrain statique qui a une grande importance pour notre histoire. Ils furent frappés par des récessions en 1948-1949, 1953-1954 et surtout en 1957-1958. C'est en essayant de mettre à plat ce système que nous voyons le lien entre le capital fixe surévalué et le système de crédit international dans son ensemble. Les Etats-Unis connurent des déficits de la balance des paiements à partir de 1950 (alors que la balance commerciale resta favorable jusqu'en 1971, année de l'écroulement du système de Bretton Woods). Ces dollars qui s'accumulaient à l'étranger furent d'abord utiles à la reconstruction en Europe et en Asie. Mais après la récession de 1957-1958, ils commencèrent à devenir pléthoriques, et la crise du dollar surévalué devint plus apparente. (Quand le «dollar malade» devint un problème en 1958, le total de «dollars nomades» détenus à l'étranger s'élevait à 30 milliards. Aujourd'hui, le total des dollars américains détenus à l'étranger est de 10 000 milliards.)

C'est ainsi que commença le processus, dont nous espérons qu'il atteint son paroxysme aujourd'hui; les détenteurs étrangers de «dollars nomades» les réinvestissaient sur les marchés américains, permettant aux Etats-Unis de creuser leurs déficits à l'étranger et d'acheter des actifs étrangers avec des dollars surévalués. Cela consistait en fait à acheter des actifs étrangers avec leurs propres dettes. Ce financement de l'économie américaine avec ses propres déficits de la balance des paiements croisait l'élément fictif du capital fixe américain de la façon suivante.

Alors que le reste du monde, en reconstruction après la guerre à l'aide d'une technologie de pointe, rattrapait, puis dépassait des secteurs de plus en plus nombreux de l'industrie américaine en stagnation, le capital fixe américain était, en termes reproductifs, (c'est-à-dire selon les coûts de remplacement du moment), déjà prêt à être dévalorisé. Mais, contrairement aux marxistes qui se focalisent sur le modèle pur du *Capital* où ne vivent que des capitalistes et des travailleurs, les capitalistes résistent énergiquement à la dévalorisation immédiate de leurs capitaux actifs chaque fois et partout où cela est possible. (Il nous suffit de regarder le Japon des dix dernières années où la Banque centrale, grâce au système bancaire, garde d'énormes actifs fonciers et industriels à des valeurs papier gonflées.)

La profonde récession américaine de 1957-1958 était, répétons-le, le début de la crise de Bretton Woods et par là de «l'impérialisme du dollar» dominé par les Etats-Unis. Elle marqua le début de la désindustrialisation des Etats-Unis, puisque l'investissement rentable dans la production américaine ralentissait fortement et se déplaçait à l'étranger.

Nous avons là un exemple éblouissant de la façon dont le capital fixe surévalué d'entreprises endettées n'est pas immédiatement passé aux profits et pertes, mais passe dans la circulation générale grâce au système de crédit. Il circule comme une bulle de promesses en l'air, de non-liquidité potentielle (non-convertibilité en argent liquide, comme dans une liquidation de crise) tant que la combinaison de la valeur excédentaire et du pillage (défini plus haut) soutient les titres papier qu'il invente.

En 1971, les Etats-Unis désolidarisèrent le dollar de l'or et, en 1973, on se sépara définitivement du taux fixe. Le monde sombra dans le pire ralentissement (1973-1975) depuis 1945. Selon la formule concise de Michael Hudson, le monde passa d'un étalon de «papier or» à un étalon de «papier papier» et, depuis lors, il repose de fait sur un étalon dollar. Les dollars américains ne cessent de s'accumuler à l'étranger, on estime à présent leur endettement net à 2 000 milliards (8 000 milliards en participations à l'étranger contre 10 000 milliards détenus par des étrangers). Les Etats-Unis, comme la Grande-Bretagne avant eux, sont devenus une énorme économie rentière, et toute tentative d'isoler les profits des compagnies américaines dans le pur modèle du capital et des travailleurs est condamné à n'être qu'un exercice empirique mal inspiré. Notre scénario de base est maintenant en place, même si les Etats-Unis ont réussi à retarder le jour du jugement dernier pendant trente ans.

Les Etats-Unis ont relancé leur économie après le ralentissement de 1973-1975. L'arrivée au pouvoir de Thatcher en Grande-Bretagne en 1979, et de Reagan aux Etats-Unis en 1980, visait précisément à utiliser l'action de la Banque centrale pour empêcher une déflation générale des actifs en interrompant à la fois la reproduction de la force de travail et du capital fixe en faveur des taux de profit. En 1984, les Etats-Unis passèrent de la position de plus grand créancier mondial à celle de plus grand débiteur mondial et ils n'ont jamais regardé en arrière. Depuis les crises mexicaine et brésilienne de 1982 jusqu'à la «crise tequila»¹ au Mexique en 1994, la gestion de crise a consisté à autoriser la bulle de non-liquidité en expansion à circuler à une échelle mondiale sur le mouvement A-C-A', quelles qu'en soient les conséquences pour la reproduction matérielle. En 1997-98 survint la crise asiatique. En 1998, ce fut la faillite de la Russie et le renflouement de la société de gestion de fonds prétendument «alternative» Long Term Capital Management (avec à la clé pour cette dernière 1 000 milliards d'actifs impliqués potentiellement non liquides). L'an 2000 vit la fin de la bulle «high tech» et le début de trois ans (et ce n'est pas fini) durant lesquels les marchés mondiaux ont été déprimés et rôde le spectre d'une possible déflation mondiale. En 2001 l'Argentine fit faillite. Au moment où nous écrivons, la Réserve fédérale essaie de regonfler massivement le système de crédit américain, en parlant désormais ouvertement d'une possible dégringolade déflationniste. Nous n'avons pas encore entendu la fin de cette histoire, la phase (que nous souhaitons) finale du développement capitaliste.

(2003)

(Traduit par Echanges et mouvements)

¹ Cette crise a frappé le Mexique en 1994-1995 suite à une brusque dévaluation du peso mexicain en décembre 1994. Le déficit de la balance commerciale du pays ne faisait que s'accroître mais le gouvernement retardait la décision de dévaluer la monnaie nationale. La crise fut aggravée par des sorties de capitaux très importantes (de nombreux investisseurs étrangers avaient été attirés, les années précédentes, par une offre de taux d'intérêts plus élevés) suite à l'instabilité politique qui gagnait le Mexique (démarrage de l'insurrection zapatiste en janvier 1994, assassinat du candidat à la présidence en mars, puis du secrétaire général du PRI en septembre de la même année, etc.) Les banques mexicaines devinrent insolvables, ce qui obligea la Réserve fédérale américaine puis le FMI à renflouer le Mexique. L'Argentine, le Brésil, le Chili et les Philippines furent affectés par la chute du peso (d'où le nom de «crise tequila» à cause de ses effets en chaîne), moins en raison de leurs liens économiques avec le Mexique qu'à cause de la similitude entre les types d'investissements financiers qu'avaient attirés ces pays. (NdE)